

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

Deux décennies d'efforts, la pente naturelle de la région, le grand Maghreb arabe uni (1); gaspillages, retards cumulatifs; frontières fermées, invectives, mobilisations, expulsions, souffrances, sacrifices; armements lourds, sophistiqués, onéreux... Tout cela — que nous décrivons dans cet Annuaire depuis trois ans — porte un nom à plusieurs facettes: nationalisme, même s'il est de bon ton d'écrire « nationalitarisme » avec A. Abdelmalek (2), c'est-à-dire en fait patriotisme, chauvinisme, intérêts, convoitises, droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, droits sacrés, inaliénables, récupération, autodétermination... Magie d'un verbe *jamais renouvelé*, logocentrique. On se croirait presque dans les Carpathes il y a plus de 50 ans et seuls Renan ou Staline y reconnaîtraient les leurs. Mais il est en fait inexact de parler de « balkanisation ». Ce serait un moindre mal, le nationalisme pourrait peut-être s'y épanouir. L'Afrique est en effet malade de ses frontières découpées contre la nature, l'Histoire, les ethnies... Cadeau empoisonné du colonialisme avec en prime un nationalisme que Barrès aurait approuvé. Ironie sans fin d'une histoire qui n'a le sens que de l'humour noir: émeutes et procès à Casablanca, à Tunis, au Caire, à Téhéran, grèves très dures et pénuries à Alger. Comment perdurent les régimes, voilà la question. Au niveau de cette chronique « diplomatique » je n'envisage pas les techniques « internes » (3). Il faut donc avant tout traiter de ce conflit du Sahara qui s'éternise mais qui, en tout cas, a (re-)fait l'unité autour de classes politiques dont les excès conduisaient à des mœurs de camarilla...

I. — LES CONFLITS MAGHRÉBINS

Dans ma précédente chronique, j'exposais une théorie « pendulaire » dans cette première partie intitulée depuis 15 ans « les relations inter-

(1) Maoufdi Zakaria disparaît cet été 77: le chantre du grand Maghreb arabe venait de publier un ultime recueil de poèmes. Sa foi maghrébine le poussa à aller à contre-courant des politiques officielles... Son cas est unique, hélas.

(2) Il est en effet évident que le « nationalitarisme » arabe ne peut être que progressiste alors que le nationalisme européen du XIX^e s. ne fut que vulgaire expression du capitalisme ascendant! cf. *La pensée politique arabe contemporaine*, ed. du Seuil, pp. 17-20.

(3) Sauf à signaler ici que cette année, les rapports d'*Amnesty International* sont particulièrement sévères pour le Maroc et la Tunisie (prisonniers politiques) et la Libye (exécutions) cf. chronologie.

maghrébines ». Cette année les faits m'obligent à renoncer à ce titre, l'affaire du Sahara occulte toutes les autres relations.

M. Sadruddine Agha Khān, Haut-Commissaire pour les réfugiés aux Nations Unies, visite les 105 000 réfugiés de Tindouf; l'ONU accorde 942 000 \$ pour 1977 à l'Algérie dans le cadre du PAM. Sequestrés de Tindouf: le journal l'*Opinion* (Istiqlal) parle d'otages marocains arrachés à leurs foyers et l'USFP et le PPS s'élèvent contre l'« intoxication » de l'opinion publique française et espagnole (4).

Reprenons une certitude fondée sur trop de témoignages: sans la Libye et l'Algérie, le Polisario ne serait rien, mais le Maroc qui ne contrôle pas « ses territoires libérés » n'a jamais pu faire la preuve — par exemple en montrant des prisonniers — que les « mercenaires à la solde du Colonel d'Alger » n'étaient que des soldats algériens déguisés en Sahraouis.

Que pensent-ils, dans tout cela, ces Sahraouis cousins (5) de ceux de Mauritanie, Touareg ou Reguibats? Qui sont-ils? Où sont-ils? Chez eux? Chez les autres? Que veulent-ils? Avant d'accepter la réponse simpliste des amis de la RASD, relevons en tout cas que l'Algérie et le Maroc se livrent une guerre diplomatique ouverte à leur sujet à la moindre occasion: réunions internationales, depuis la jeunesse arabe et le Croissant Rouge jusqu'aux plus hautes instances de l'OUA et de l'ONU, en passant par le sport. Cf. la chronologie, par exemple les 15 et 28/3, ou encore le 8/4. Toute l'activité de l'OUA est bloquée cette année par cet affrontement.

Il semblerait cependant que l'Algérie et le Polisario obtiennent quelques succès en 1977, puisqu'en 1976 rares furent les Etats à reconnaître la RASD (6). Mais par delà la guerre diplomatique il y a la guerre. En dépit d'attaques de plus en plus nombreuses et meurtrières contre Bou Craa, Zouerate, et même El Ayoun et Nouakchott (7), le Maroc poursuit la mise en valeur des ressources naturelles des régions sahariennes tandis que les bourgeois vont (pas par la route mais en avion!) faire leurs courses de luxe à Al Ayùn promue au rang de zone franche. Cependant dans le cadre de l'accord de défense signé le 13 mai, l'armée marocaine procède au renforcement de son dispositif (cf. le discours du Roi le 20/8), menace d'utiliser le droit de poursuite mais surtout devient de plus en plus indispensable à la survie de la Mauritanie dont le Président et les ministres sont très souvent en visite au Maroc.

Des médiations africaines et arabes (cf. ma thèse dans la précédente chronique) (8) et des interventions, surtout françaises, donnent une dimension internationale à ce conflit.

(4) Dans son dernier ouvrage C.A. JULIEN, *Le Maroc face aux impérialismes*. Ed. J.A. 1978 pages 167-170 donne une leçon de modeste surprise à tous ceux qui enterraient un peu vite l'anthropologie segmentariste...

(5) Cf. Chronologie, 18/2; 20/4 par exemple. Mais le journal du PPS, *Al Bayane* va le plus loin dans l'insulte contre le PC français en l'accusant pêle-mêle de collaboration avec les nazis et de colonialisme anti-maghrébin.

(6) Cf. *Le Monde*, 25/3/77, 13.

(7) Cf. Chronologie par exemple les 1/5, 3/6, 3/7.

(8) Cuba et le Parti Socialiste espagnol s'en mêlent...

Commençons par les médiations : la plus surprenante est bien celle de Sékou Touré. Se rapprochant de la France, du Maroc, il gèle ses relations avec l'Algérie (certes il y a bien longtemps qu'en matière de revirement dans les relations entre Etats frères ou ennemis et entre leaders « révolutionnaires » plus rien ne m'étonne; mais il est peut-être opportun de rappeler ici que ce retour vers la France se produit au moment où l'une des figures africaines disparaît dans les geôles guinéennes : il est désormais avéré que Diallo Telli est mort en prison...).

Médiations démenties tout à tour à Alger ou Rabat. La Libye s'active, s'agite beaucoup, bien qu'il ne soit pas évident que sa problématique saharienne soit la même que celle d'Alger; bien plus, je subodore de futurs conflits à ce sujet (9). Médiations tout de même de Bourguiba (cf. chronologie les 16/7, 7/11 et 10/11), du Sénégal (cf. 5/9, 12/9, 26/9), de la Zambie (cf. le 20/8), de l'Arabie Saoudite (cf. le 20/9, 5/10 et 4/11), de l'Egypte (cf. le 10/11 et 14/11) et même du Liban (cf. le 17/10)... Mais ni la Ligue arabe, ni l'OUA, ni *a fortiori* l'ONU, ne se révèlent un cadre adéquat. Ces institutions se renvoient d'ailleurs le problème : le 9 novembre la commission de décolonisation de l'ONU décide par consensus de renvoyer la question à la 33^e session de l'OUA. La non-ignorance fonctionne à plein. Le président Hadj Omar Bongo parcourt le Maghreb (cf. chronologie, le 19/11 et le 12/12) et finit par convaincre les parties qu'un sommet africain sous l'égide de l'OUA se tiendra sur cette question à Libreville, l'an prochain, si les finances le permettent... De sommet en sommet l'OUA décide d'ailleurs de ne rien décider (10).

Pendant ce temps l'unité maghrébine piétine et la France intervient. Nous ne reprendrons pas ici la thèse de l'intervention humanitaire; elle n'est pas sérieuse du tout, ni au Sahara, ni ailleurs; vivant à Casablanca, je sais que je suis sur une poudrière; je prends des risques et je ne vois pas pourquoi les parachutistes français viendraient m'y chercher si un jour il y a des émeutes. De plus le comportement de certains Français qui n'ont rien appris, rien compris, ne peut que susciter la haine et la violence.

Bien qu'en aucun cas on ne puisse admettre la capture d'otages, on ne saurait oublier que les enjeux au Sahara occidental ne sont guère sentimentaux et que la France n'y joue un rôle ni neutre ni généreux. Tout cela a été dit et depuis de longues années, y compris dans cette même chronique.

Mais ceci étant, il est tout de même surprenant que l'Algérie, si tatillonne lorsque l'on interfère dans ses affaires internes, ait cru habile de faire annoncer la libération des otages du F. Polisario par M. Marchais. Comme il ne fait aucun doute qu'après les élections perdues par la gauche c'est bien avec la droite triomphante que l'Algérie collaborera, ce détour démagogique aurait pu nous être épargné... De même qu'il faudra bien que

(9) Ainsi le Tchad donne son accord à un sommet de l'OUA sur le Sahara à condition que son différend avec la Libye soit inscrit à l'ordre du jour.

(10) Depuis la fin de la guerre du Vietnam les membres de l'OUA ne sont d'accord — à peu près — que sur deux points : 10 condamnations quasi rituelle de l'apartheid et d'Israël. Ce n'est certes pas négligeable, mais c'est peu si l'on y regarde de près.

l'on dise aux « progressistes arabes » que tant que dans la réalisation du socialisme (objectif par exemple de la RASD) l'Islam reste la religion d'Etat, et la famille (islamique) la base de la société, notre scepticisme — respectueux de l'autre — ne peut être pris pour un acquiescement aveugle.

*
**

Il est difficile de tenir le rythme annuel de cette chronique tellement les événements se chevauchent dans le temps, et du Maghreb au Machreq (cf. ma théorie pendulaire exposée dans la précédente chronique). Parallèlement au conflit de l'Ouest qui oppose Algérie-Maroc-Mauritanie à propos du Sahara, après les énièmes tentatives d'union de la Libye avec ses voisins, en juillet, c'est à nouveau la guerre avec l'Égypte(11) avant que l'anathème, une fois de plus « définitif » soit jeté contre Sadate qui se rend à Jérusalem. Sur ce point, que l'histoire retiendra, de toutes façons, comme une coupure fondamentale, le Maghreb est encore divisé, c'est le moins que l'on puisse constater : la Libye s'acharne contre Sadate et si l'Algérie rejoint le *Front du refus* (Tripoli, 4-5/12) avec plus de circonspection, le Maroc et la Tunisie (12) restent prudents, perplexes, voire approbateurs du bout des lèvres... Mais cette attitude est bien partagée par nombre de nations européennes dont les intérêts sont fortement contrariés par la persistance de la crise au Moyen-Orient.

II. — LES RELATIONS FRANCO-MAGHRÉBINES

En effet, avant d'aborder les relations franco-maghrébines proprement dites, il faut relever un fait (sous la forme d'un faisceau d'informations) que les chiffres les plus récents nous obligent à considérer. Le Moyen-Orient est devenu en quelques années d'un intérêt stratégique, dans les relations franco-arabes, beaucoup plus important que le Maghreb. Le changement s'est produit d'abord dans la fourniture de pétrole(13). L'Algérie et la Libye sont devenues en 5 ans les... derniers fournisseurs de la France avec 3,8 % et 2,5 % des achats français de brut. Alors que les achats à l'Iran et à l'Arabie Séoudite ont augmenté de plus de 80 % en volume en 4 ans. Parallèlement le développement le plus spectaculaire des échanges s'est en effet produit en direction de l'Arabie Saoudite puis de l'Iran et à un moindre degré vers l'Irak. Aussi, parmi les pays arabes (plus l'Iran) par ordre d'importance économique pour la France, on trouve certes encore l'Algérie et le Maroc mais déjà l'Arabie Saoudite et l'Iran et ensuite la

(11) Cf. Chronique politique Libye. ib.

(12) On notera dans le chapitre non clos des conflits maghrébins, celui qui oppose la Libye et la Tunisie à propos des prospections pétrolières dans le golfe de Gabès. Par delà toutes les déclarations de *fraternité*, pourquoi s'en remettre à la C.I. de la Haye pour trancher un litige sur le thème classique du « plateau continental » ?

(13) Cf. QUATREPOINT (J.M.), « Les échanges de la France avec ses principaux fournisseurs de pétrole ». *Le Monde*, 17/5/77 : 24.

Tunisie et l'Irak. Le reste n'est que brouille comme on peut le constater nettement dans le tableau I, pour 1977 (14).

TABLEAU I
Commerce de la France avec les pays arabes et l'Iran

Pays	Exportations Françaises	Importations	Solde
Algérie	8 824 Millions FF	3 875	+ 4 949
Maroc	4 748	2 145	+ 2 604
Iran	3 348	5 416	- 6 797
Arabie Sa.	3 034	21 174	- 18 140
Tunisie	2 637	940	+ 1 697
Irak	2 182	8 979	- 6 797
Libye	1 935	1 514	+ 440
EAU	905	5 836	- 4 931
Mauritanie	507	263	+ 244

Ce tableau appelle plusieurs réflexions :

— le premier élément est le déficit pétrolier qui apparaît clairement et qui laisse présager que l'on peut s'attendre à certains changements dans l'importance des rapports économiques de la France avec les pays « arabes » ;

— le second élément est cependant que, pour importants que soient ces chiffres, ils ne constituent que des miettes par rapport au volume du commerce des USA, du Japon, de la RFA, de l'URSS, voire... de la Corée du Sud. C'est dans ce contexte seulement que peut se comprendre le déclin relatif de la présence industrielle française au Maroc et en Algérie.

1°) LA COOPÉRATION FRANCO-MAGHRÉBINE.

On parle toujours de la création d'un grand Institut du monde arabe à Paris dont l'objectif serait de favoriser la connaissance et la diffusion de la culture arabe pour contribuer à une meilleure compréhension du monde islamique et au dialogue entre l'Europe et le monde arabe. Projets.

Pendant ce temps, la coopération (même dite de substitution — cf. mes précédentes chroniques) s'enfonce doucement dans une médiocre langueur finissante. Certes la banalisation vaut mieux que l'impérialisme, encore faudrait-il que l'on sache ce que l'on veut ! qui fait quoi..., etc., en matière de coopération culturelle avec le Maghreb et surtout pour quoi faire ?

Comme chaque année je donne des chiffres qui doivent être comparés avec ceux des chroniques précédentes (15). Les enseignants français au

(14) Construit à partir des éléments tirés d'un ensemble de données reprises par *Le Monde*, 27/7/78 dans *Proche Orient*, suppl. n° 157.

(15) Comme chaque année, je donne plusieurs chiffres de sources différentes. Il est en effet à peu près impossible d'obtenir des gouvernements des chiffres précis et même exacts. A cela, plusieurs explications mais la principale en est que coopérants culturels, VSNA et techniques ne sont pas recrutés au même moment de l'année, enfin qu'un certain nombre renoncent et repartent. L'écart peut être important comme en témoigne le tableau suivant.
Sources : Min. AE.

Maghreb représentent encore la moitié des enseignants français dans le monde en 1977.

TABLEAU II
Coopérants culturels au Maghreb

Pays		Enseignement Supérieur		Enseignement Secondaire		Total		Titulaires / Non pour 1978/titulaires
		1977	1978	1977	1978	1977	1978	
Algérie	VSNA		92		231	460	323	1 031 / 1 513
	Civils		859		1 362	2 548	2 221	
	Total	900	951	1 700	1 593	3 008	2 544	
Libye	VSNA	1	1	0	13	1	14	/ 11
	Civils	14	12	8	7	22	19	
	Total	15	13	8	20	23	33	
Maroc	VSNA	37	37	671	443	704	480	4 105 / 1 627
	Civils	316	380	6 007	4 873	6 323	5 252	
	Total	349	417	6 678	5 315	7 027	5 732	
Tunisie	VSNA	102	109	219	203	321	312	686 / 577
	Civils	334	306	1 027	645	1 361	951	
	Total	436	415	1 246	848	1 682	1 263	
Totaux		1 700	1 796	9 632	7 766	11 740	9 572	5 847 / 3 728

TABLEAU III
Recrutement 1977-1978

		CIVILS		Sous	V.S.N.A.		Sous	Totaux Civils et VSNA
		Titulaires	Non-Titulaires	Totaux	Titulaires	Non-Titulaires	Totaux	
Maroc	Candidatures présentées	705	665	1 370	25	220	245	1 615
	Candidatures retenues	410	398	808	15	174		982
	Candidats ayant accepté et rejoint leur poste	243	234	477	14	140		617
Algérie	Candidatures présentées	270	602	872	28	320	348	1 220
	Candidatures retenues	182	602	783	20	239	259	1 042
	Candidats ayant accepté et rejoint leur poste	99	341	440	20	185	205	645
Tunisie	Candidatures présentées	187	215	402	12	143	155	557
	Candidatures retenues	43	56	99	10	66	76	175
	Candidats ayant accepté et rejoint leur poste	23	29	52	7	52	59	111
Maghreb	Candidatures présentées	1 162	1 482	2 644	65	683	748	3 392
	Candidatures retenues	635	1 056	1 691	45	479	524	2 215
	Candidats ayant accepté et rejoint leur poste	365	604	969	41	377	418	1 387

On peut constater sans difficulté que l'écart est de 1 à 4 entre les candidatures et les postes pourvus, sauf pour les VSNA sur lesquels pèsent plus de contraintes, bien entendu.

Selon d'autres sources (essentiellement la presse, cf. par exemple, D. Junqua dans *Le Monde*, 5/4/78), il y aurait 3 000 enseignants en Algérie, dont 1 013 dans le supérieur, 1 154 en Tunisie dont 347 dans le supérieur. Entre 5 000 et 7 000 au Maroc ! Il me semble que les chiffres que je fournis sont plus précis. Il faut ajouter qu'il y avait presque 20 000 étudiants maghrébins en France. Certains sont boursiers de leur propre gouvernement, d'autres du gouvernement français. Là encore les chiffres sont difficiles à établir car les bourses sont fournies par des services très différents (culturels, techniques, ministères, etc.). Enfin, un certain nombre de missions d'enseignement (ou techniques) sont effectuées au Maghreb, dont on trouvera un aperçu avec le tableau III.

TABLEAU IV
Coopération technique - Maghreb
Opérations du programme 1978

a) *Personnels :*

Coopérants	Civils	VSNA	Total
Algérie	477	204	681
Maroc	453	319	772
Tunisie	68	134	202
Total	998	657	1 655

Bourse d'études : 138 mois.

Bourses de stages : 287 mois.

b) *Budget :*

Dotations	Matériels	Aide au fonctionnement	Missions
Algérie	90 000 FF	312 350 FF	310
Maroc	96 859 FF	1 799 683 FF	391
Tunisie	282 500 FF	286 000 FF	509
Total Maghreb	469 359 FF	2 398 033 FF	1 210

Il faut ajouter 520 000 FF de dotation/personnels pour la Tunisie, soit un total d'un peu moins de 3,4 millions de FF. La coopération technique à destination du Maghreb coûte donc à la France un prix inférieur à celui d'un seul char de combat AMX 30 (4,4 millions de FF) ou à 20 % de celui d'un avion léger d'appui tactique ou d'école du type Alphajet (17 à 20 millions de FF), deux matériels que le Maroc achète (cf. *infra*). Peut-être plus intéressant que ces chiffres bruts — encore qu'ils démontrent lorsqu'on les compare à ceux que je fournis depuis 10 ans, une chute rapide de la coopé-

ration culturelle — c'est *l'écart entre l'offre et la demande*, si je puis m'exprimer ainsi. Déjà dans l'AAN 1970 (16), j'avais soulevé ce problème : la France impérialiste n'a plus les moyens que la gauche tiers-mondiste lui prête ! Les Etats maghrébins réclament 2 à 3 000 coopérants de plus que ceux que la France peut lui fournir : dont 780 en mathématiques, 725 en physique et chimie, etc. Les effets du Plan Barre se font sentir (plusieurs grèves de coopérants ont eu lieu en 1977 tant au Maroc qu'en Algérie); bien plus : seuls, désormais, des diplômés-chômeurs postulent et les chiffres des renoncements, des refus de partir (cf. tableau recrutement 77/78 plus haut) ou les retours prématurés voire en catastrophe, sont alarmants; presque 40 % des postulants (parfois plus pour certaines catégories et pays; ainsi 43 % de « civils » retenus n'ont pas rejoint l'Algérie à la rentrée 78) renoncent ou refusent leur poste, y compris des VSNA (29 % en moyenne), pourtant plus « bloqués » administrativement. Les Etats du Maghreb (ou plus exactement la presse et les ministres dans des déclarations *publiques*, car les gouvernements sont demandeurs) accusent la France de ne pas favoriser le recrutement et par ailleurs l'accusent d'impérialisme culturel, de violer leur spécificité, d'imposer des modèles eurocentristes, capitalistes voire sionistes, etc. (cf. à Alger, du 11 au 15 octobre, conférence internationale sur l'impérialisme culturel dans le Tiers-Monde).

Loin de moi l'idée de soutenir que ces accusations sont inexactes, mais elles masquent mal d'autres contradictions, internes celles-là, et, de plus, elles concernent vraiment de maigres moyens face à l'impérialisme commercial ou pétrolier de par le monde.

TABLEAU V
Budget de la coopération

a) *Rappel des totaux en millions de FF.*

Pays	1975	1976	1977	1978	1979
Algérie	?	178	?	181	175
Maroc	110	133	122	145	165
Tunisie	76	82	89	80	78
Libye				8	9,4

On constate que l'Algérie « bénéficie » des crédits les plus élevés, bien qu'étant incontestablement le chantre de l'anti-impérialisme. D'ailleurs la ventilation (d'où les vides du tableau pour l'Algérie) est théoriquement « secrète ».

(16) Cf. le tableau comparatif que je donnais pages 308-310. AAN, 1970, Tome IX. Cf. également l'accord signé avec le Maroc le 20/12; la demande marocaine porte sur 1 700 enseignants supplémentaires.

b) *Détail des crédits pour 1978 et programmation 1979* (sources : Min. AE).

Algérie					
1978 :	1 810 770,00	{ rémunérations	1 390 000		
		{ CCCE	235 000		
		{ autres moyens	185 770	{ CTT 91 500	
				{ CTE 94 270	
1979 :	1 750 000,00	{ rémunérations	1 270 000		
		{ CCCE	430 000		
		{ autres moyens	210 000		
Maroc					
1978 :	1 450 000,00	{ rémunérations	1 050 000		
		{ autres moyens	1 030 030		CTE
1979 :	1 650 000,00	{ rémunérations	1 420 000		
		{ autres moyens	230 000		CTE
Tunisie					
1978 :	80 000,00	{ rémunérations	500 000		
		{ autres moyens	113 610		CTE
1979 :	78 000,00	{ rémunérations	440 000		
		{ autres moyens	120 000		CTE
Libye					
1978 :	80 000	{ CTE	37 560		
		{ CTT	42 380		
1979 :	92 000				

Il faut relever l'importance des sommes consacrées aux rémunérations des personnels qui représentent plus des 2/3 du budget. D'autres opérations sont imputées sur ces crédits; certaines bourses ou la diffusion d'émissions de TV (2,1 millions pour le Maroc, 1,2 pour la Tunisie). Beaucoup d'opérations se font également avec la Caisse centrale de coopération, dont j'ai donné quelques bilans au cours de précédentes chroniques, tirés du *Rapport annuel de la CCCE*. La CCCE participe au financement d'activités de formation dans des établissements spécialisés, enseignements techniques, agricoles, écoles d'ingénieurs, instituts de technologie. En 1977 cette action représente pour l'Algérie le financement de la part française de rémunération de 212 experts et 493 VSNA ainsi que la formation de 355 formateurs algériens, soit un budget de 50 millions de FF environ et ce dans des domaines aussi variés que la géodésie (à Arzew), la chimie, l'habitat, etc.

TABLEAU VI
Opérations de la CCCE en Algérie

	1975	1976	1977 en millions de FF
+ sur crédits du Min.A.E.	46,5	42,2	32,1
+ sur contribution algérienne	15,2	15,6	17,2
Total des engagements de la CCCE	61,7	57,8	49,3

Par ailleurs la CCCE organise avec les ministères du Travail et des Affaires étrangères des stages de formation de travailleurs émigrés en vue de leur retour : une centaine de « moniteurs » divers, algériens, tunisiens...

Enfin la CCCE participe au capital de plusieurs établissements maghrébins sur ses fonds propres : BNDE au Maroc, BDET et COFIT en Tunisie. On peut ainsi constater la différence d'actions entre la France et l'Algérie et les deux autres partenaires maghrébins.

Actions de la CCCE en 1977 en Algérie dans le domaine agricole :

	Millions de FF
— Institut de technologie agricole, l'ITA de Mostaganem, créé en 1969 : 2 500 ingénieurs formés. 1977	2,7
— Instituts de technologie des moyens agricoles; 1977 ..	1,4
— Institut de technologie agricole d'application pédagogique	2,2
— Institut des grandes cultures	3
— MARA + Institut de développement des fruits et légumes	1,2

Autres actions :

	Millions de FF
— Institut national du génie maritime	14,2
— Institut algérien du pétrole	5,9
— Institut d'entretien électro-mécanique	8,4
— Institut de technologie du bâtiment et des travaux publics	3,5
— Centre dépendant du ministère de l'Habitat	0,5
— Ecole nationale des sciences géodésiques	1,9
— Institut de technologie financière et comptable	0,2
— Institut de technologie du commerce	1,5
— Institut des techniques de planification et d'économie appliquée	1,1
— Formation professionnelle des adultes	1,6

La CCCE gère les prêts gouvernementaux accordés au Maroc et à la Tunisie, utilisés conjointement avec les crédits garantis par la COFACE. Avec le Maroc deux protocoles ont été signés le 26 février 1977 (cf. Accords *infra*) portant sur un prêt de 60 millions de FF dans le cadre du programme d'importation des produits français (17) et un prêt de 240 millions pour le financement de projets d'équipements (télécommunications, TP, cimenterie, pièces de camions, bateaux de pêche, produits chimiques). Avec la Tunisie il s'agit d'un protocole signé le 21 juillet 1977 (cf. accords) portant sur des prêts répartis ainsi : 10 millions de FF pour la Banque de développement économique de Tunis, 400 millions dans le cadre du PIPF et 104 millions

(17) Ce PIPF me permet de répéter une fois encore que je ne mets plus de guillemets aux mots « aide », « bénéficiaire », « coopération » etc... puisqu'il s'agit de financer, sur des crédits publics, des entreprises françaises privées, qui trouvent au Maghreb de fort bonnes conditions... Cf. rubrique suivante, pays par pays.

pour la réalisation de divers projets d'équipements (phosphates : stockage, manutention, séchage, lavage, transport; télécommunications). On peut ainsi constater que ce que De Gaulle craignait est désormais évident : la confusion entre les « affaires » et la coopération dont il se faisait « une certaine idée »...

2°) LES RELATIONS FRANCO-MAGHRÉBINES.

La stratégie proposée par M. de Guiringaud au nom de la France est la même pour les quatre Etats d'Afrique du Nord : une grande commission ministérielle et des sous-commissions techniques à secteur précis.

A) L'Algérie.

L'Algérie, qui dénonce par ailleurs la politique néo-colonialiste de la France (cf. chronologie les 21/7, APS, et 30/10), relève son ingérence sur le continent africain, met en avant l'attitude française au Sahara, s'inquiète pour la sécurité de ses ressortissants en France (cf. Chronologie : attentats le 10/11; expulsions le 13/4; assassinat le 17/8, à titre d'exemples) (18), en un mot l'Algérie refuse de séparer la politique de l'économique, et doute que les relations puissent être saines sur le plan des affaires alors que la France aide militairement la Mauritanie (19).

La stratégie de redéploiement adoptée par la France (et dont j'ai donné les premiers résultats chiffrés *supra*, tableau I) depuis quelques années s'est faite au détriment de l'Algérie.

En dépit de nombreux avertissements que l'Algérie adressait à la France depuis plusieurs années, la balance commerciale était de plus en plus déficitaire par suite de la baisse des achats de brut. Les achats (7 milliards de ventes françaises contre 3 de ventes algériennes) diminuaient dans de telles proportions qu'après tant de mises en garde, il ne restait plus aux autorités algériennes qu'à prendre des sanctions c'est-à-dire, concrètement, à défavoriser les entreprises françaises déjà installées sur place et à se tourner vers d'autres fournisseurs, USA, RFA et Italie, plus compréhensifs (bien que pas moins capitalistes et tout autant impérialistes). La France n'a donc plus obtenu de contrats vraiment importants cette année (cf. Accords à la rubrique VI. 1) si l'on excepte quelques timides reprises en matière d'hydrocarbures (condensat pour la CFP, et brut pour Elf), un lot de silos à céréales et si l'on exclue la livraison *prévue* de deux méthaniers ainsi que la prévision du passage de 4 à 5 milliards de m³/an de gaz (GLN) du contrat avec EDF. Il faut cependant relativiser tous ces faits : si la France a cédé la première place aux USA, elle reste le 3^e client et le 1^{er} fournisseur de l'Algérie et le *volume global* des échanges n'a jamais été aussi

(18) J'avais longuement insisté dans ma précédente chronique sur les difficultés rencontrées par les émigrés, premières victimes de la « crise » et le peu de dignité dans les solutions proposées...

(19) Cf. Chronologie le 27/12, M. de Guiringaud reconnaît officiellement l'intervention militaire française, que la presse avait déjà signalée depuis quelques mois. Cf. *Le Monde*, 31/12/77, donne quelques chiffres.

élevé. Par delà les espoirs déçus après la visite en 1975 de M. Giscard d'Estaing, le déficit d'environ 5 milliards de FF de la balance commerciale, la situation au Sahara, l'enlèvement des Français et les interventions des Jaguars, le racisme en France, rendent flagrante la dégradation des relations franco-algériennes (20). Aussi le 9 février 1978 le président Giscard d'Estaing déclare que les Accords d'Evian sont caducs et souhaite que de nouveaux rapports adaptés aux réalités puissent s'établir entre la France et l'Algérie. Dans la prochaine chronique je partirai donc de cette initiative du président français mais d'ores et déjà il faut souligner que la problématique des deux Etats est très différente : la France, qui veut *banaliser* ses relations, entend faire porter l'effort sur les questions *bilatérales* et traiter les dossiers de façon technique, lorsque l'Algérie tient à inclure dans la négociation l'environnement politique et plus particulièrement la situation qui prévaut dans la région.

B) France-Maroc.

Par delà les chiffres que j'ai donnés plus haut à propos de la CCCE il faut préciser ici que le Maroc reçoit en 1977 plus d'un milliard de FF de crédits (cf. Accords, le 24/2) : il faut en effet ajouter aux près du trésor public (300 millions), quelque 900 millions de prêts privés garantis par l'Etat. Ce sont donc essentiellement des visites de délégations économiques qui se succèdent au Maroc : Cégédim, Péchiney, Société des fondeurs de France, Charbonnages, Chambres de commerce, Union des Banques de Paris, industriels, etc. Plusieurs ministres « techniques » viennent également au Maroc : MM. Durafour et Monory (cf. Chronologie, les 31/1, 17/3, 22/3, 8/5, 8/12...) tandis que M. Ghissassi se rend en France en mai. Le Roi reçoit MM. de Guiringaud et Pinay, et donne plusieurs interviews à des journaux français.

L'OCP obtient 100 millions de FF de crédits d'achats par des banques françaises tandis que la Régie Renault crée une société industrielle.

Plusieurs délégations militaires viennent également au Maroc : le général Saint-Cricq, chef d'EM de l'Armée de l'Air, début mai et en juin une délégation du Centre français des hautes études militaires. On sait que c'est avec l'appui « logistique » français que le contingent marocain intervient au Zaïre en avril. L'armée marocaine reçoit début mai 25 Mirages F1 (ce qui porte leur nombre à 50).

Pourtant l'atmosphère n'est pas complètement saine entre les deux pays. Le Roi s'en plaint d'ailleurs (cf. ses interviews le 19/4 au *Figaro* et à l'*Aurore*). L'engagement de la France aux côtés du Maroc au Zaïre et au Sahara, s'il est évident, n'est pas aussi clair que ce que le dit l'Algérie ; justement parce que la France veut jouer sur plusieurs tableaux et conserve des intérêts au Maghreb qu'elle ne peut se permettre de trop compromettre.

(20) Pas tout à fait à tous les niveaux cependant, si l'on en juge par le nombre et la qualité des visiteurs français en Algérie : cf. chronologie pour les dates : du PCF au RPR, Kanapa, Charbonnel, Pisani, Rocard, Mermaz, Gorse, Cousteau, Jospin, Marchais et bien sûr l'envoyé spécial Claude Chayet...

Elle hésite donc à s'engager trop ouvertement dans « l'axe » Paris-Madrid-Rabat-Afrique « modérée »... (21). Or les affaires ne marchent pas si bien que cela et les promesses de M. Monory (cf. le 8/12), ne semblent pas suffire pour régler les problèmes économiques dont le dernier — et grave — celui posé par le blocage des textiles (cf. *infra* mon analyse à propos de la CEE).

De nombreux coopérants sont expulsés en 1977 (comment rester « neutre » quand on a une fonction d'éducateur...) car le Maroc, comme la Tunisie, a connu des procès consécutifs à des troubles devant lesquels il est bien difficile de rester indifférent quand on n'est pas simplement un mercenaire même de la culture.

C) France-Tunisie.

Mêmes problèmes en Tunisie. Celle-ci reçoit plus de 2 milliards de crédits (cf. Accords, le 17/8) et les affaires marchent mal (textiles et tourisme... 25 % de la balance des paiements, premier secteur d'exportation) (22). Les visites sont tout aussi nombreuses qu'entre la France et l'Algérie et le Maroc mais dans le cas tunisien elles sont inversées : ce sont les ministres ou personnalités tunisiennes qui ne cessent de défiler à Paris : MM. Chatty, Guedira, Nouira, Belkhodja, Mzali, Sayah, Ennaceur, Bennour, Mekkaddem; certains viennent plusieurs fois. MM. A. Savary, E. Faure et A. Rossi se rendent en Tunisie.

La grande commission se réunit en mai à Paris et M. Chatty est reçu par le président Giscard d'Estaing. En juillet et août plusieurs protocoles, accords et conventions de prêts sont signés. C'est donc la « vitesse de croisière » entre les deux pays (cf. Accords, *infra*). D'ailleurs un colloque est organisé à Tunis sur ce sujet en avril. On peut relever un effort dans le domaine agricole et une bonne implantation de Total, ainsi qu'un accord entre Elf-Aquitaine et Tunis-Shell dans le golfe d'Hammamet. M. Ennaceur, qui vient plusieurs fois en France en 1977, se déclare satisfait de la condition des émigrés (23). Donc tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes ! On ose à peine y croire : l'émeute couve puis gronde et c'est la ronde infernale : procès, répression...

D) France-Libye.

L'année commence avec la libération des époux Claustre. Le président Qaddafi se pose ainsi en médiateur — de plus en plus pesant dans toute affaire concernant le Sahara : on le verra *infra* avec le Tchad, on l'a vu *supra* avec le conflit du Sahara ex-espagnol. Bien que la France fournisse un soutien logistique au Tchad (cf. déclaration de M. de Guiringaud le

(21) Je dis ici par commodité « la France » : mais si la Présidence est pro-marocaine, le ministre des AE est plus pro-algérien, les gaullistes sont pro-arabes; ainsi que les milieux d'affaires, la gauche devrait être « tiers-mondiste », et les poujadistes « cartiéristes »...

(22) Cf. BRISSET (Claire), in *Le Monde* 4/3/1978, 16.

(23) Cf. Chronologie, les 28/4 et 2/5 et à propos de l'enseignement de l'arabe aux Maghrébins en France.

20/7, Chronologie et *Le Monde*) il ne fait pas de doute que la Libye ne rejette pas l'idée d'une médiation française dans les questions intéressant la région : en témoignent les nombreuses visites et déclarations de l'ambassadeur de France, M. J.P. Cabouat, reçu plusieurs fois par le Colonel Qaddhafi, M. A. Triki reçu en juillet à Paris par le président Giscard d'Estaing ou encore M. Georgy (24) à N'Djamena le 23/7. Il faut dire que la France équipe aussi la Libye en matériel militaire (25) (cf. la visite de M. Bourges le 24/2). Cependant la Libye ne cesse de dénoncer le danger de l'intervention française en Afrique (cf. Chronologie les 25/9, 11/12 et interviews au *Monde* et à *Paris Match* du président libyen); comme l'Algérie, la Libye regrette expressément la politique gaulliste en la matière. Des manifestations anti-françaises ont lieu dans toute la Libye.

Pourtant le président Giscard d'Estaing reçoit l'autre face de Janus, le Commandant Jalloud, à Paris le 3 novembre. La Libye commande deux bâtiments de guerre aux chantiers navals de La Seyne (qui ont bien besoin de contrats, même de ce genre). C'est que les affaires marchent bien avec la Libye puisque décidément cette formule est désormais le leitmotiv de cette rubrique. La commission mixte gouvernementale franco-libyenne de coopération économique et technique créée l'an dernier et la commission culturelle se réunissent en février. De nombreux contrats sont signés (cf. Accords) : pose d'un nouveau câble sous-marin... Quand le téléphone marche les relations d'affaires peuvent se développer. Accord dans le domaine agricole (visite de M. Mehaignerie le 19/9) où l'on sait que la Libye fait de gros efforts et d'intéressantes expériences (26).

Comme l'Algérie, mais avec plus de virulence encore, la Libye continue à porter un jugement très sévère sur l'amoralisme de la politique française mélangeant les affaires et la coopération. Elle saisit chaque occasion de le répéter : visite de M. Kanapa (PCF) en Libye, élections partielles à l'occasion desquelles elle salue la poussée de la gauche... Mais peut-être qu'au plan international dépassant le cadre des relations franco-maghrébines, les stratégies algérienne et libyenne vont se révéler concurrentes. Le Sahara est devenu un enjeu important et on a pu relever lors de la « guerre » entre la Libye et l'Égypte qu'aucune grande puissance n'a précisé sa position. L'URSS elle-même est passée, pour cela, par l'intermédiaire du « Comité de solidarité afro-asiatique » dont on sait, qu'il n'est ni le gouvernement, ni le Parti...

(24) Directeur du département affaires africaines au Quai d'Orsay qui viendra d'ailleurs à Tripoli le 31/10.

(25) Le Maroc et la Tunisie (inquiètes on se demande bien pourquoi !) auraient discrètement fait pression pour que les usines de Reims ne livrent pas les commandes (une centaine) d'avions d'aéro-club Rallye, à la Libye. Ces petits avions très maniables peuvent devenir redoutables dans le désert... si on les équipe de missiles.

(26) Dont certaines ont été décrites dans *l'AAN* 1973.

III. — LE MAGHREB DANS LA STRATÉGIE INTERNATIONALE

Or, précisément, l'un des paradoxes les plus éclatants et que je signalais déjà dans ma précédente chronique, est sans conteste l'inversion d'alliances (économiques/idéologiques) auxquelles on assiste depuis quelques années. L'événement le plus important des prochaines années dans la région pourrait bien être le rapprochement Maroc/URSS et l'impulsion que prennent les relations maroco-soviétiques. Les accords (27) qualifiés de « contrat du siècle » par la presse marocaine, posent maints problèmes y compris celui, tout théorique, que l'on peut formuler de la façon suivante : qu'en est-il de la thèse du pillage du Tiers Monde, voire de la théorie marxienne de la plus-value, lorsqu'une matière première (en l'occurrence le phosphate marocain extrait par des mineurs marocains dans les conditions que l'on connaît) est livré à un Etat socialiste qui ne le paye d'ailleurs pas nécessairement au-dessus du cours mondial. Comme le gaullisme, l'« Internationale prolétarienne » a fait long feu au niveau de la coopération exemplaire entre les peuples ! La Chine aide la Mauritanie, et le Maroc combat en Afrique « les communistes cubains agents de l'URSS », l'URSS aide le Maroc, les USA soutiennent l'Algérie (au moins financièrement dans les faits : contrats de gaz et BIRD, on va le voir) et cette même URSS intervient (même indirectement) contre l'un des plus anciens mouvements de libération nationale en Erythrée. L'Algérie soutient le Bénin « agressé » (par le Maroc dit-elle) mais l'URSS ne s'empresse pas de reconnaître le F. Polisario, la RASD et refuse même des missiles pour lutter contre les Jaguars français. On pourrait continuer ainsi et se complaire à y perdre logique et raison. Il faut donc retrouver le fil. Mais cela va m'obliger à modifier quelque peu l'ordonnement de cette chronique qui par commodité était divisée jusqu'ici en ouest/est/solidarité afro-asiatique/arabe. Je pense que cela n'est plus pertinent. La division réelle est celle qui est apparue avec l'échec de la Conférence Nord-Sud :

« sous réserve de signaler une originalité constante : il est intéressant de noter qu'à l'occasion de l'élaboration d'une convention internationale contre la prise d'otages les divergences dans la conception des relations internationales ont été explicitées par l'Algérie et la Libye, toujours elles. L'Algérie qui par exemple refuse d'extrader les pirates de l'air ayant détourné un DC 8 de la Japan Air Lines le 3/10, craint qu'une convention internationale soit utilisée contre les mouvements de libération (intervention du délégué algérien au comité spécial des Nations Unies le 10/8). La Libye va encore plus loin puisque le président Qaddhafi soutient d'une part que « si libération est synonyme de terrorisme alors nous soutenons le terrorisme » (interview du 5/11, mais d'autre part il précise le 4/12 à la chaîne TV, américaine ABC : « les Etats-Unis recourent au terrorisme lorsqu'ils menacent de s'emparer des gisements pétrolifères de certains pays, et lorsqu'ils empêchent la vente de produits alimentaires aux nations pauvres, menaçant le monde avec leur flotte et leur arsenal militaire ».

(27) Le Maroc dispose de plus des deux tiers des réserves mondiales de phosphates. Cf. *Le Monde*, 6/10/77.

Fermons cependant cette parenthèse car les affaires étant ce qu'elles sont, il faut bien revenir aux « choses sérieuses », c'est-à-dire aux rapports de force dans l'économie (mondiale) de marché !

Il n'est pas utile de reprendre ici le débat sur l'échec du dialogue Nord-Sud (cf. mes chroniques précédentes) sinon pour rappeler une fois encore qu'à ce niveau la position algérienne est la plus nette. Après l'échec de la Conférence de Paris, l'effort pour poursuivre la discussion dans le cadre de l'ONU se heurte à des attitudes dilatoires et procédurières des pays nantis qui, dans les faits, appliquent, le plus souvent, des mesures parfaitement contradictoires avec leurs déclarations de solidarité : refus d'accroître l'aide publique au développement, arrangements commerciaux bilatéraux qui ont en fait pour résultat de fermer la porte aux produits industriels du Tiers Monde (comme cela apparaît nettement avec les mesures de limitation touchant les importations des textiles maghrébins dans la CEE (cf. *Le Monde*, 14-15/8/77 et Chronologie). Nous n'avons cessé de soutenir dans cet AAN, que cette attitude, fondée sur les répercussions de la crise, le chômage et la concurrence, n'est pas intelligente à long terme, ni même habile, encore moins rentable pour parler crûment (28). L'Europe paiera très cher cette erreur de stratégie, peut-être plus vite que prévu si la crise de l'énergie va s'amplifiant c'est-à-dire si se poursuit l'absurde croyance en une croissance indéfinie... Dans ces conditions comment s'étonner de deux faits : d'une part que la tendance aux affaires se renforce partout au détriment du politique, c'est-à-dire l'explosion d'un capitalisme « sauvage » que même le XIX^e siècle ne connut point, tout au moins au niveau international — forme « nouvelle » ou renouvelée de ce que les « nouveaux économistes de la Trilatérale » (29) nomment pudiquement le retour au vrai libéralisme. Les résultats sont, pour l'instant, curieux ou même contradictoires, à prendre par exemple la véritable « OPA » des USA sur l'Algérie (30), ou *a contrario* le paradoxe pétrolier : la mise en échec des lois du marché dans le cas du pétrole et le cadre de l'OPEP (31). Le système actuel est en effet complexe et peu compatible avec l'économie de marché : les différences de prix peuvent aller jusqu'à 7 % sur des bruts de même qualité et les augmentations varient de 3 à 11 % selon les qualités et les États ; ce qui explique les divergences des membres de l'OPEP sur le prix unique. L'Arabie Saoudite menace d'augmenter sa production de 35 %, l'Algérie et le Koweït relèvent le prix de 10 % puis renoncent à la hausse de 5 % prévue en juillet. D'où l'importance du deuxième fait : les Arabes du Golfe ne veulent plus se contenter de remplir les coffres euro-américains. Ils veulent contrôler le FMI, voire la BIRD après quelques

(28) Puisqu'il semble évident que les arguments « humanistes », ne font que faire sourire les économistes « sérieux » ! Pourtant ce ne sont pas les avertissements qui manquent et sans toujours citer l'Algérie ou Mac NAMARA et CHEYSSON.

(29) Cf. par exemple *Le Monde*, 15/3/78, l'article de Bruno DETHOMAS.

Le Monde, 28/6/77, Paul BALTA.

Le Nouvel Observateur, 19/12/77 J. MOSNAND.

(30) Cf. *Le Monde*, 13/7/77, 10/5/77, 23/12/77.

(31) L'Association « commission trilatérale » a été créée en 1973 par David ROCKEFELLER, Président de la Chase Manhattan Bank. Elle regroupe des économistes (universitaires et businessmen) américains, européens et japonais, sous la houlette de Zbigniew BRZEZINSKI avant qu'il ne devienne conseiller du président CARTER.

consortiums bancaires. Le 6 août à Paris puis le 26 septembre à Washington au cours des différentes réunions du FMI les Saoudiens ont clairement déclaré que ce n'était qu'un début. L'endettement du Tiers Monde est de l'ordre de 250 milliards de \$ et certains Etats sont en faillite (à titre d'exemple, par continent : Zaïre, Argentine, Indonésie...). L'Arabie Saoudite, considérant que le FMI ne remplit pas sa fonction de discipline, ne laissera pas s'étendre la déstabilisation et sombrer certains régimes. Pour cela le Fonds spécial (10 milliards de \$) permettra aux pays les plus déficitaires d'obtenir quelques sursis : mais les USA ne décideront plus seuls.

C'est dans ces conditions que la CCEI (conférence sur la coopération économique internationale dite « dialogue Nord-Sud ») a pu paraître dotée d'un second souffle en 1977 (32). Sous l'impulsion de l'Arabie Saoudite et en passant par ses exigences mais après le feu vert donné par le président Carter au Sommet de Londres (7-8 mai - pays riches) : l'ultime réunion du 30 mai au 3 juin à Paris, marque quelques progrès... dans les intentions. Les cinq points fondamentaux restent :

- l'énergie, mais le prix du baril de pétrole n'est pas indexé sur le rythme de l'inflation comme le réclament l'Algérie et l'Iran;
- la stabilisation du prix de 10 matières premières (café, cacao, thé, sucre, coton, caoutchouc, jute, sisal, cuivre, étain) grâce à un fonds commun permettant de limiter les fluctuations du marché;
- la garantie de recettes à l'exportation pour certains produits de base comme cela est prévu par la Convention de Lomé;
- l'aide publique doit être portée à 0,7 % du revenu national des pays riches.

L'expérience prouve que ce seuil n'a jamais été atteint que par quelques Etats européens, dont la France; on a donc renoncé au 1 % préconisé dans « la décennie du développement » par la CNUCED, le Pape, etc.;

- la dette du Tiers Monde prend des proportions que l'on a signalées plus haut.

Si certains pays riches (comme la RFA) effacent parfois « l'ardoise », le refus des pays nantis est quasi catégorique. Aucune solution n'est en vue mis à part les fonds arabes.

Peu d'espoir en fait que l'on se dirige vers des mesures audacieuses, comme celles que préconisent MM. Mac Namara et Cheysson, peu de chances que tout cela aboutisse à autre chose que ce constat d'échec, ajournement sans résolution, conclusions négatives, qui clôturent la session spéciale et la 32^e session régulière de l'AG de l'ONU (cf. 13/9 - 20/12). Tout ceci est grave, mais qui s'en soucie ?

C'est donc dans cette situation bloquée que se situe l'incapacité de l'ONU à résoudre aucun des problèmes qui concernent la région. Bien plus, les institutions dépendantes des Nations-Unies font l'objet de critiques de plus en plus virulentes, tant il est évident que les actions même les plus humanitaires passent par le veto ou le bon vouloir des super-puissances (l'URSS

(32) Pour la relance de la Conférence essoufflée en 1976. Cf. Chronologie, 26/4, 13/9, 20/9, etc.

peut d'ailleurs se laver les mains. Sans pudeur : elle fut hostile au Sommet d'Alger en 1977 et ne participe qu'à très peu d'instances comme la CCE; elle rechigne même à verser sa quote-part à certaines institutions pour des raisons politiques). Ainsi le Maroc reçoit 5,989 DTS du FMI et 30 millions de DM de la SFI (pour financer la cimenterie de Temara qui a fait couler beaucoup d'encre : les terres où se dresse cette usine, ont été « récupérées » sur le dos de fellahin démunis...). Le Maroc reçoit encore 31 millions de DM d'aide alimentaire du PAM et une assistance au projet DERRO...

Les prêts de la BIRD pour 1977 confirment la tendance que j'avais relevée depuis quelques années (cf. en particulier le tableau p. 292, AAN, tome XV) : l'Algérie, vient en tête des bénéficiaires avec plus de 200 millions de \$ cette année. Comme l'on sait que ces prêts ne sont accordés par la Banque mondiale qu'après le feu vert américain, on peut réaffirmer que les positions anti-impérialistes dans les conférences internationales n'entament pas les relations avec l'ennemi et ont bien moins d'importance que le sérieux technologique, version algérienne, occultée, sublimée, de la nouvelle division internationale... Qu'on en juge par ces chiffres (cf. Chronologie, liste des accords et législation) :

TABLEAU VII
Prêts de la BIRD en 1977

Pays	Montant du prêt		Objet
Algérie	24/4	41,5 millions de \$	— Projets routiers, — Formation professionnelle, — Port de Jijel.
	15/5	90	
	30/9	80	
Maroc	13/1	35	— Caisse de crédit agricole. couplé avec un prêt de 31 millions de \$ du FADES. — Cimenterie d'Oujda. — Projet de Doukkala. — BNDE (petites industries). — Assainissement de Casablanca.
	24/3	45	
	23/5	41	
	16/6	50	
	30/8	1,5	
Tunisie	12/1	14,5	STEG (turbines à gaz). Projets d'adductions d'eau.
	5/7	42	
		21	

*
**

La solidarité arabe ne se manifeste guère au sein de l'OPEP à la recherche d'un compromis rétablissant un prix pétrolier unique. Tout au long de l'année les réunions se succèdent (cf. Chronologie : 10/1, 16/1, 14/2, 12/4, 29/6, 3/7, 12/7, 3/8, 16/10) pour aboutir à un constat d'échec le 21/12 à Caracas : le prix du pétrole ne sera pas augmenté jusqu'à la réunion du 15/6/78. La Libye, l'Irak et l'Algérie constituent le noyau le plus dur contre la politique de l'Arabie Saoudite, mais ne sont pas d'accord sur la politique à suivre : l'Algérie renonce à l'augmentation, la Libye non. Quant

à l'Irak, il aurait envisagé de se tourner vers l'URSS (cf. information du 24/1), mais la politique énergétique de celle-ci et son rôle sur le marché mondial ne laissent pas de doute sur son intention de ne pas « casser » la loi de l'offre et de la demande...

On comprend, dans ces conditions, que l'Afrique ne va pas être inondée de sitôt par l'argent arabe (34). L'OPEP n'a même pas versé la totalité des sommes prévues au titre de l'année 1976 pour le Fonds spécial (200 millions de \$); par contre l'organisation propose d'attribuer 827 millions de \$ au fonds de stabilisation des matières premières prévu par la CNUCED et dans le même temps porte la dotation du Fonds spécial à plus d'un milliard et demi de \$ (cf. le 4/8, conférence des ministres des finances de l'OPEP à Vienne). En octobre 1977 le Fonds annonce un programme d'aide de... 50 millions de \$ pour les pays les plus démunis du Tiers Monde (35).

Parallèlement le fonds proprement arabe (Fonds de coopération technique arabo-africaine) accorde une prestation de... 4,5 millions de \$ en juillet 1977 alors que le Sommet arabo-africain du Caire (9/3) avait prévu une dotation de 1,5 milliard de \$ d'aide. Il est vrai que l'assistance arabe bilatérale atténue cette situation. Encore ne la compense-t-elle pas. Bien plus, non seulement elle ne suffit pas, mais encore le décalage entre les discours devant les tribunes internationales, les promesses, engagent parfois les pays africains « bénéficiaires » dans des investissements imprudents : ainsi le président Ould Daddah qui dit pourtant avoir reçu plus de 100 millions de \$ arabes, Libye exclue, accompagne-t-il les présidents Senghor et M. Traoré (Mali) dans leur tournée du Golfe, pour obtenir effectivement les crédits *promis* destinés à l'Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal...

Le Mali fait par ailleurs partie des Etats riverains du Sahara qui se réunissent à Niamey le 19/3. La concurrence entre la Libye et l'Algérie paraît se dessiner avec l'achèvement de la Transaharienne et le conflit Libye/Tchad. Dans la stratégie africaine de la Libye on ne peut d'ailleurs négliger l'aspect islamique. Le colonel Qaddhafi, prosélyte de l'Islam et défenseur de l'unité du monde arabe, utilise volontiers les ressources tirées du pétrole pour aider les Africains à adopter « une position particulièrement claire sur le Proche Orient » (36). Aussi les visites et conversions se succèdent-elles. Après les chefs d'Etat déjà convertis depuis quelques années, le 2/7 c'est l'ambassadeur du Burundi, le 24/1 c'étaient deux ministres et deux hauts fonctionnaires de l'Empire Centre-Africain, parallèlement à l'aide apportée aux Comores, aux Philippines... Au point que l'Istiqlal se plaint que le Maroc ne soit pas plus actif en Afrique : certes il a offert 3 000 Corans au Cameroun... mais la Libye finance la construction de nombreuses mosquées (par exemple en Gambie, cf. le 29/4 et le 7/5), et par là-même l'introduction et la diffusion de l'Arabe en Afrique. Il est donc

(34) Cf. CAYRE (G.), « Le fonds spécial de l'OPEP », *Maghreb-Machreq* (79), janvier 78 : 62 sq.

(35) Depuis 1973 le « pactole » arabe tiré du pétrole est évalué à 150 milliards de \$, Algérie exclue bien sûr puisqu'elle, au moins, investit en Algérie !

(36) Le docteur TRIKI à Ph. DECRAENE à propos d'Idi AMIN DADA, *Le Monde*, 30/6/77.

extrêmement difficile de départager l'influence algérienne ou libyenne selon les critères courants de « révolutionnaires », « progressistes », « modérés », dans ce cas tout au moins, car il est vrai que dans d'autres cas les choses sont plus claires : le Mozambique et le Bénin font l'objet d'attentions particulières et la commission d'enquête de l'OUA présidée par un Libyen, impliqua le Maroc et le Zaïre. Le Maroc et la Mauritanie boycottèrent l'OUA quelques mois... mais à quoi a servi l'OUA en 1977 ? (37). C'est à ce type de questions que devront répondre les Africains.

*
**

Aux Maghrébins donc à trouver les réponses à toutes ces questions. Pour ma part, ce qui me touche — avec l'expérience que constitue cette quinzième chronique — c'est l'impression qu'un double danger menace le Maghreb : la virulence verbale de la dénonciation de l'impérialisme et l'absolue nécessité de passer sous ses fourches caudines masquent mal de dramatiques contradictions internes, d'une part, et d'autre part la tentation permanente de la clôture, du logocentrisme, de la pétrification en métaphysique. C'est-à-dire, au fond, en empruntant à Ernst Bloch, tout le contraire du *Principe Espérance*, qui est la reconquête de soi entreprise par l'homme, le dépassement du règne de la marchandise (et donc celui de l'aliénation), la réalisation de ce monde dont toute utopie n'est que l'anticipation abstraite. Le NOEI aurait pu être cela; les nantis ne l'ont pas voulu, pas compris. En ce sens le monde a régressé depuis la conférence d'Alger de 1973.

Bruno ÉTIENNE.

(37) Cf. l'affaire du Sahara, *supra*, 1^{re} partie.